

Le débat qui sent le soufre

Sylvain Ephimenco

Le cadavre de Theo van Gogh reposait encore à la morgue, mais dans cette maison Amstellodamoise, vaste et cossue, le ton des convives restait enjoué. Quatre jours plus tôt, par un matin gris de novembre 2004, le polémiste et réalisateur néerlandais avait été rituellement assassiné en plein Amsterdam par Mohammed Bouyeri. Sur ce corps agité de ses derniers spasmes, l'inconditionnel d'Allah avait laissé un dernier message.

Une lettre de 5 feuillets, rédigée « au nom d'Allah le tout miséricordieux, le très miséricordieux », adressée à la députée du parti libéral VVD Ayaan Hirsi Ali. Pour planter sa longue diatribe sur le ventre de sa victime, Bouyeri n'utilisa pas le grand couteau de cuisine avec lequel il venait d'égorger Theo van Gogh.

Il se servit d'une lame plus fine que les Néerlandais appellent « fileermes ».

Sans doute que l'image de ces feuillets, cloués à même la chair humaine, était dans nos esprits ce soir là. Tout comme cette phrase, la seule de la lettre à être imprimée en caractères gras : « Ayaan Hirsi (sic) Ali, tu te briseras toi-même sur l'Islam ». Et justement, la destinataire des menaces de Bouyeri était, en ce 7 novembre 2004, l'une des 9 convives du dîner d'Amsterdam. Comment en étions-nous arrivés là ? Sans doute par un sens de l'urgence mais également par un souci de protection envers cette femme frêle et dangereusement exposée que, tous, nous connaissions personnellement. Il y avait ce soir là 3 journalistes, un écrivain, 4 professeurs d'université et, donc, une députée. Par contre, pour plusieurs d'entre nous, cette réunion d'un post mortem inédit constituait une première prise de contact. Car si tous, d'une façon ou d'une autre, nous avions régulièrement publié livres, essais ou chroniques sur les fameux quatre

(immigration, intégration, identité et islam) constituant à cette époque le cœur du débat aux Pays-Bas, nul autre lien n'existait entre nous. L'écriture est, certes, un acte individuel mais nous partagions ensemble des idées convergentes et sans doute une défiance commune envers les concepts multiculturalistes qui, depuis des décennies, interdisaient toute déviance de la pensée et de la parole aux Pays-Bas.

J'ai déjà signalé que le ton de cette soirée enfumée et bruyante, n'était pas celui d'une veillée funèbre. Même si au travers de l'assassinat de Van Gogh, c'était l'expression libre et la critique de la religion qui avaient été charcutées, le mardi précédent, sur le pavé de la Linnaeusstraat. Mais ne sachant pas encore si la mort de Theo van Gogh annoncerait un train d'actes répétitifs, nous voulions exprimer par cette première réunion notre sentiment d'urgence et de vigilance en resserrant notre cercle autour

d'Ayaan. Afin, au moins, de lui exprimer notre amitié et solidarité. En fait c'est elle, objet de tous les ressentiments bigots et de la haine islamiste, qui se préoccupait le plus de notre sécurité. Elle passa la soirée à nous convaincre d'exiger une protection policière (qui fut accordée à la plupart d'entre nous à des degrés divers).

Ayaan, quant à elle, vivait depuis plus de deux ans derrière des vitres blindées et une haie de gorilles armés. Cette jeune femme d'origine somalienne, réfugiée aux Pays-Bas depuis les années 90, n'avait eu de cesse par la suite de dénoncer l'islam politique et la condition de la femme au sein de cette religion. Détestée par les musulmans, même modérés, elle faisait également l'objet d'une aversion cinglante de la part de la gauche bien pensante néerlandaise. Transfuge du parti travailliste (PvdA) pour finir députée libérale, on lui reprochait non seulement un transfert « contre-nature » mais

d'avoir ouvertement professé que les valeurs traditionnelles progressistes (telles que la laïcité, l'égalité hommes/femmes ou la critique de la religion) n'étaient plus en de bonnes mains à gauche. Lorsqu'elle décida, l'été précédent, d'écrire le scénario d'un court-métrage intitulé *Submission* (soumission) que devait filmer Theo van Gogh, la vindicte fut rapidement épaisse et diffuse. Il faut dire que sur le corps des femmes arabes à moitié nues et couvertes de plaies de *Submission*, s'étaient des versets du coran. A peine deux mois après la diffusion à la télé néerlandaise du film considéré comme blasphématoire, le réalisateur de *Submission*, à défaut de pouvoir atteindre sa scénariste sous protection policière, était sauvagement assassiné par Bouyeri.

J'ai gardé du dîner post mortem entre amis, une image rêche et singulière. Celle d'une Ayaan Hirsi Ali tentant vainement d'obtenir la parole dans un brouhaha général d'où fusaient les idées et cliquetaient les couverts. Puis soudain, voilà notre Somalienne des polders qui grimpe sur sa chaise, prête à bondir sur la table pour se faire encore mieux entendre. Et puis ce fut le silence. Etrange vision que cette tablée d'hommes, comme domptés par une tigresse, tous regards levés vers l'apparition. Quelques jours plus tard, Ayaan était emmenée pour raison de sécurité vers une destination secrète. En fait elle resta plusieurs semaines aux Etats-Unis, isolée de ses amis et entourée de ses gardes du corps.

Si j'ai ainsi longuement évoqué ce repas, c'est qu'il a eut quelque incidence sur le débat et l'atmosphère électrique qui régna aux Pays-Bas après l'assassinat du 2 novembre. Il faut comprendre qu'en matière de multiculturalisme, correct et politique, la Hollande s'était forgé une réputation qui, en Europe, hormis peut-être la Grande-Bretagne, n'avait pas d'égale. Lové dans l'unicité d'une pensée imperméable aux velléités de critiques et protégé, comme par un bras armé, par le concept exacerbé de l'antiracisme, le multiculturalisme néerlandais paraissait inébranlable. L'idée d'assimilation à terme des immigrés était quasiment considérée comme une abjection post-colonialiste. Quant à l'intégration, elle était acceptée, à gauche, du bout des lèvres et uniquement avec, comme remorque, l'appendice emblématique intitulé : « Avec conservation de l'identité d'origine ». On pouvait donc ressembler, mais pas trop, au Néerlandais de souche à condition de ne pas dévier de la matrice originelle. En clair, les pouvoirs publics

fournissaient les interprètes pour les démarches administratives, enseignaient aux petits Turcs ou Marocains leur langue maternelle et leur culture d'origine à l'école, finançaient des écoles islamiques etc. Le communautarisme, (historiquement déjà très en vogue en Hollande où courants religieux et politiques disposaient traditionnellement de leurs structures propres) était ainsi stimulé par l'Etat. Quant à la laïcité, dont l'enracinement est moins profond qu'en France, elle cédait peu à peu le pas avec des demandes de plus en plus fortes venant de la communauté islamique, appuyées par les partis de gauche ou chrétien-démocrate (salles de prières dans les universités et entreprises, mixité au rabais dans certaines piscines, port du foulard autorisé à l'école publique, etc.)

« L'idée d'assimilation à terme des immigrés était quasiment considérée comme une abjection post-colonialiste. »

Il y a plusieurs facteurs qui, avec une vitesse étonnante, ont fini par ébranler tout l'édifice. Bien sûr la percée fulgurante et brève du populiste Pim Fortuyn en 2002, assassiné par l'extrémiste de gauche Volkert van der Graaf en mai de la même année. Mais aussi l'impact du 11 septembre et l'apparition sur la scène politique et médiatique de dissidents de l'Islam tels que Hirsi Ali, le professeur et publiciste d'origine iranienne Afshin Ellian et d'autres. Et, bien sûr, l'instauration d'un débat d'abord embryonnaire entre politiques, journalistes, universitaires ou écrivains. Mais le véritable moteur du changement restera l'exaspération d'une partie de la population dont la voix fut longtemps étouffée par la chape du politiquement correct. Cette même population qui vécut l'immigration de masse et la métamorphose de ses quartiers comme un déracinement sous tutelle.

Bien sûr, la riposte de la gauche multiculturaliste fut cinglante. Elle avait beaucoup à perdre avec l'effondrement des tabous et, en tout premier lieu, de ses

propres repères. Pour ceux qui incarnaient la dissidence intellectuelle, parmi lesquels des libéraux ou conservateurs, mais aussi nombre d'esprits formés par la pensée progressiste ou issus de la gauche libérale, la bataille fut rude. Il fallut tenir tête aux feux roulants des contradicteurs, tenant à les assimiler à un courant de pensée sordide, chevillé dans l'exclusion et la xénophobie. Et comme certaines accusations, que l'utilisation répétitive avait usées jusqu'à la corde, ne fonctionnaient plus, on substitua à la forfaiture raciste le délit d'islamophobie.

Evidemment, lorsque l'existence du diner arriva, un peu plus tard, aux oreilles de journalistes, la conspiration pris dans l'esprit de certains un nom et un visage. Ou plutôt une brochette de visages et de noms qui furent alignés dans moult articles, comme on aligne les condamnés contre leur mur. Le repas revêtit même des allures religieuses, une Cène post-multiculturaliste avec une madone noire en lieu et place du Christ blanc. Ce qui reste paradoxalement dérangeant pour un consortium de la nouvelle pensée béni-oui-oui, mais autrefois solidement anticlérical. Pour d'autres il s'agissait ici d'une « camarilla » réactionnaire complotant derrière un nuage de nicotine. La chef de file de la gauche écologiste (GroenLinks) Femke Halsema, évoqua quant à elle une tribune mal famée du stade de l'Ajax d'Amsterdam ou gesticulent d'ordinaire les hooligans, mais peuplée en ce cas-ci par « des hommes d'âge mûr ». Plus méchant, le populaire écrivain de gauche Geert Mak décrivit dans son pamphlet 'Gedemd tot weerbaarheid' (Condamné à la vulnérabilité), sans les nommer, les éléments de l'entourage malfaisant de la député fautive de troubles : « des autochtones mâles, marchands d'angoisse, des types ayant un intérêt politique à ce que la crise persiste. »

Toutes ces invectives, tous ces amalgames et ce qui est convenu d'appeler une diabolisation d'intervenants dans un débat contradictoire et démocratique, n'ont finalement pas inversé le cours des choses. Aux Pays-Bas les tabous empesés sont tombés les uns après les autres, sans que l'on enregistre une vague ni même une vaguelette de crimes racistes ou l'émergence de milices nazillonnes sillonnant les avenues du pays. Les critiques de l'islam ne choquent plus personne, même pas les musulmans les plus rétifs qui sont eux-mêmes entrés de plain-pied dans ce débat ouvert. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible

de contenir longtemps une discussion légitime, surtout si elle s'appuie sur une réalité sociétale et une aspiration profonde. Par exemple, la place dans la société moderne européenne d'un islam de plus en plus exigeant et culpabilisateur et dont les dérivés culturels peuvent heurter.

Vue des Pays-Bas, la France semble en cette matière plutôt en retrait. Chose d'autant plus étonnante que dans les contrées anciennement calvinistes du nord, on a l'habitude d'admirer les discussions enflammées qui agitent le « pays des lumières ». Et c'est justement maintenant que le sujet est lié à ces fameuses Lumières qui s'opposèrent, jadis, à l'intolérance religieuse, qu'en France la pénombre enveloppe soudain le verbe. Tout comme en Hollande hier, on agite aujourd'hui l'épouvantail populiste en France pour contraindre des voix par trop dérangeantes à l'auto-étouffement ou pour les dénoncer comme sulfureuses. Hier, c'était faire le jeu de feu Pim Fortuyn ou du parti anti-islam du député Geert Wilders que d'aborder certains sujets. Aujourd'hui, celui qui embraye sur la voie identitaire, roulerait en exclusive pour Marine Le Pen. L'accusation est

pernicieuse, douloureuse pour celui qui doit l'encaisser, mais ne constitue finalement qu'un brise-lame artificiel et temporaire, ne pouvant très longtemps endiguer, en démocratie, la montée des échanges.

« Les critiques de l'islam ne choquent plus personne »

Tout comme hier à Amsterdam, des listes de noms sont dressées à Paris et jetées, ici et là, en pâture à l'opinion. Des chapelets nominatifs, somme toute maigrelets, tendant à faire croire qu'une confrérie malfaisante, quoique chétive, monopolise à elle seule les grands éditoriaux et autres chroniques du paysage médiatique. « La bien-pensance médiatique s'affole et dresse ses listes de suspects » écrivait récemment Ivan Rioufol du Figaro. Il faut dire que ce journaliste s'est vu aimablement poussé dans la charrette que suivent du regard les tricoteuses

de la correction politique. Avec le sien d'autres noms sont cités comme ceux d'Eric Zemmour, Elisabeth Lévy, Robert Ménard et Eric Brunet. Tout d'abord dans le *Nouvel Observateur*, puis dans *Le Monde*. Dans ce dernier organe de presse, le titre de l'article incriminant sonne comme une rafale : « Profession : réactionnaire. » Et l'accusateur public de poursuivre : «

Il est désormais impossible de tenir un débat sans eux. Oh, ce n'est pas un gros bataillon. Une demi-douzaine de polémistes tout au plus, mais ils cumulent chacun deux, trois, quatre collaborations rémunérées dans les médias les plus importants et une multitude d'invitations gratuites dans les talk-shows. » Ah, les vilains canards dont le ton « est souvent à l'emporte-pièce » et le « discours parfois très raide sur l'immigration et l'islam », les voilà non seulement « rémunérés » mais également « gracieusement » invités.

Certes, ils n'ont pas encore diné avec une certaine députée du parlement européen, mais la vigilance s'impose. Vu des Pays-Bas : au sud, rien de nouveau. 🇳🇱

PHOTOGRAPHIE: © CHRISTIAN VAN DOESBURG



sylvainephimenco@speakersacademy.fr